



MINISTÈRE
DE L'INTÉRIEUR
ET DES OUTRE-MER

*Liberté
Égalité
Fraternité*

BEAUVAU — DE LA — SÉCURITÉ CIVILE



LIVRET 1

Présentation du Beauvau de la sécurité civile

Notre modèle français de sécurité civile est solide, agile et résilient. Depuis de nombreuses années, il a fait la preuve de sa capacité à proposer les réponses rapides et adaptées aux sollicitations opérationnelles toujours croissantes qu'il reçoit de l'ensemble des territoires, dans l'hexagone, dans les outre-mer et à l'étranger.

Mais il faut regarder la réalité en face et reconnaître que ce modèle est sous tension. Il nécessite aujourd'hui une profonde adaptation, afin de faire face aux enjeux à venir, liés en particulier aux évolutions sociétales et au changement climatique.

Le modèle français de sécurité civile en quelques chiffres :

- Des interventions des services d'incendies et de secours (SIS) en augmentation : +17 % en 10 ans, soit 700 000 interventions supplémentaires.
- Des missions de secours et de soins d'urgence aux personnes (SSUAP) de plus en plus pratiquées : +25 % en 10 ans, soit près de 800 000 interventions supplémentaires.
- Des acteurs de la sécurité civile de plus en plus engagés à l'international : 63 engagements à l'international depuis 2014 et une mobilisation 3 fois plus importante en 10 ans.
- Des effets du dérèglement climatique de plus en plus prégnants :
 - Près de 72 000 hectares de surfaces brûlées en 2022, un chiffre 5 fois supérieur à la moyenne annuelle des dix années précédentes (2011-2021),
 - Un nombre de demandes communales de reconnaissance de l'état de catastrophe naturelle multiplié par deux au cours des 12 dernières années.
- Des démineurs de plus en plus sollicités : 16 252 interventions en 2023, soit une augmentation de 16 % en 10 ans.

Les facteurs qui pèsent sur la capacité d'action des services et des acteurs de la sécurité civile et expliquent la pression opérationnelle toujours croissante sont connus : conséquences directes du dérèglement climatique, articulation avec les services de la santé dans le cadre du secours et soin d'urgence aux personnes, questionnement du modèle de gouvernance et des modalités de financement des services de proximité, tension sur le recours aux moyens nationaux, évolution des modalités de l'engagement citoyen, fragilité de la culture du risque...

Ces dernières années, le cadre juridique et financier de la sécurité civile a connu de nombreux ajustements législatifs et réglementaires. Ces textes ont permis d'améliorer le dispositif, sans pour autant permettre une réflexion de fond sur les attentes sociétales et l'organisation générale du système.

C'est pourquoi nous devons, avec l'ensemble des acteurs de la sécurité civile, les collectivités et les élus, réfléchir aux évolutions nécessaires pour préserver ce modèle, auquel les Français et le Gouvernement sont particulièrement attachés, afin de préserver ce qui fait sa force, au service des populations. Il s'agit pour l'État, à la faveur des travaux qui seront conduits, de construire une nouvelle stratégie de sécurité civile pour la France. Cette réflexion devra également inclure les autres acteurs publics et privés qui ont un rôle à jouer dans cette stratégie, de la manière la plus large possible.

Tel est l'objet de la concertation sans précédent que le ministre de l'Intérieur et des Outre-mer a souhaité engager dans le cadre du **Beauvau de la sécurité civile**.

Cette concertation nationale, vaste chantier de réflexion, a vocation à rassembler, autour d'un objectif commun, l'ensemble des acteurs de la sécurité civile : les sapeurs-pompiers, professionnels, volontaires et militaires, les sapeurs-sauveteurs, les démineurs, les pilotes et mécaniciens de bord, les agents de l'État affectés sur des missions de sécurité civile, les personnels de soutien, techniques et administratifs, les élus et les collectivités territoriales, les associations et les bénévoles, les services de l'État, au premier rang desquels les préfetures, les partenaires impliqués dans la prévention des risques et la gestion des crises, les employeurs et les ministères qui ont un lien avec les missions de la sécurité civile (ministères de la Santé et de la Prévention, de la Transition Écologique et de la Cohésion des Territoires, des Armées, de l'Agriculture et de la Souveraineté Alimentaire...).

Mais il a aussi vocation à placer le citoyen au cœur de ce dispositif par son engagement volontaire ou bénévole, en tant qu'acteur de la résilience. La sécurité civile est aussi un facteur de cohésion sociale, de rapprochement sociétal, un vecteur de solidarité, de citoyenneté et de mieux vivre ensemble.

L'objectif du **Beauvau de la sécurité civile** est vaste et ambitieux.

Près de 30 ans après la loi de départementalisation des services d'incendie et de secours et 20 ans après la loi de modernisation de sécurité civile, nous avons aujourd'hui l'opportunité de défendre le modèle français dans son originalité et de le faire évoluer pour mieux l'adapter aux enjeux climatiques, technologiques et sociétaux, d'aujourd'hui et de demain.

Le modèle actuel de sécurité civile s'appuie notamment sur deux bases essentielles, l'échelon local avec le binôme maire-préfet qui montre à chaque crise sa pertinence et le volontariat, sans lequel nous ne pourrions garantir des secours de qualité sur l'ensemble de notre territoire.

Ce travail est nécessaire si nous voulons en garantir la pérennité et la force.

Les travaux du **Beauvau de la sécurité civile** ont vocation à couvrir toute l'année 2024 au moyen de tables rondes thématiques dédiées aux chantiers identifiés, de rencontres de terrain au cœur des services opérationnels répartis sur l'ensemble du territoire national, d'échanges avec les représentants de l'ensemble des métiers et forces vives de la sécurité civile.

Chacun de ces acteurs, chaque citoyen pourra également participer à la concertation du **Beauvau de la sécurité civile** en renseignant un questionnaire en ligne qui sera accessible à tous.



Voulu et pensé comme une démarche résolument participative et de proximité, le **Beauvau de la sécurité civile** se concrétise par une conduite et une organisation fortement déconcentrées.

Ce sont d'abord des grands chantiers thématiques et transversaux qui ponctueront les travaux, par l'organisation d'ateliers, de tables rondes et de rencontres avec les acteurs de terrain.

Ces temps de concertation, mobilisant bien au-delà de la communauté de la sécurité civile, seront consacrés aux principaux enjeux auxquels cette dernière est actuellement confrontée, à travers les chantiers suivants : missions, gouvernance, financement et moyens, résilience, attractivité, valorisation et protection des acteurs, pilotage et animation du continuum et gestion de crises.

Pour aller au plus près des acteurs de terrain, les zones de défense et de sécurité de métropole accueilleront les travaux relatifs aux grands chantiers du **Beauvau de la sécurité civile**.

Outre-mer, des ateliers transversaux permettant d'aborder l'ensemble des thématiques (missions, gouvernance, financement, moyens, résilience...) seront délocalisés dans les zones Antilles-Guyane et Océan Indien afin d'intégrer au mieux les enjeux locaux spécifiques à chaque territoire.

Chaque chantier pourra également bénéficier d'éclairages internationaux par l'intervention d'experts invités à participer aux échanges.

En complément, seront organisées des rencontres avec les personnels sur le terrain, au cœur même de leur environnement professionnel, afin d'aborder l'ensemble des problématiques spécifiques à chaque activité opérationnelle. Des débats se tiendront au sein de l'école nationale supérieure des officiers de sapeurs-pompiers (ENSOSP), d'un centre de déminage, de la base de sécurité civile de Nîmes-Garons, d'un centre de secours, d'une unité militaire de sécurité civile, et avec les associations agréées de sécurité civile.

Composante essentielle du **Beauvau de la sécurité civile**, une grande enquête sera mise en place pour recueillir les contributions de chaque acteur et de chaque citoyen intéressé. L'avis de tous ceux qui souhaiteront faire part de leur analyse et de leurs propositions sera ainsi pris en compte.



Une équipe projet dédiée

Afin de piloter l'ensemble des travaux et en étroite collaboration avec la Direction générale de la sécurité civile et de la gestion des crises (DGSCGC), le ministre de l'Intérieur et des Outre-mer a souhaité mettre en place une équipe projet dédiée à l'organisation du **Beauvau de la sécurité civile**.

Celle-ci rassemble des professionnels de la sécurité civile, mis à disposition par la DGSCGC, un inspecteur général de l'administration, mis à disposition par l'IGA (inspection générale de l'administration), et des cadres administratifs, sous l'autorité d'un directeur de projet. Elle fera appel, à chaque fois que cela sera nécessaire, aux experts métiers à même d'apporter un éclairage utile à la préparation des échéances et à la rédaction des rapports.



Le point d'arrivée: rapport intermédiaire, rapport final (fin 2024)

Le **Beauvau de la sécurité civile** doit rendre ses conclusions et propositions pour la fin de l'année 2024. Un rapport d'étape est attendu pour le mois de septembre afin de permettre au ministre de l'Intérieur et des Outre-mer de disposer des premiers retours sur les travaux conduits notamment en matière de gouvernance, de champ des missions et de financement.



1. Chantiers thématiques

❖ Chantier n° 1 ❖

Quelles missions pour la sécurité civile de demain ?

Riche d'une histoire ancienne qui lie l'État et les collectivités, le modèle français de sécurité civile n'a pas connu de réflexion globale d'ampleur, ni de réforme structurelle au cours des vingt dernières années. Pour en garantir la pérennité, le défendre et l'adapter aux enjeux de notre temps, ce chantier vise à interroger le modèle français dans l'ensemble de ses composantes afin de définir les contours des missions de la sécurité civile pour les années à venir, mais aussi définir le rôle de chacun de ses acteurs. Il s'agira d'une revue des missions, ambitieuse et globale, sur un modèle que l'État souhaite conserver dans son originalité modernisée tout en dessinant les contours opérationnels de la sécurité civile de demain.



❖ Chantier n° 2 ❖

La gouvernance, le financement et les moyens des acteurs de la sécurité civile

Ce chantier a pour ambition de questionner les modes de gouvernance du modèle de sécurité civile et plus particulièrement celui des services d'incendie et de secours, notamment au regard de la contribution financière des acteurs. Héritiers d'une histoire institutionnelle et opérationnelle particulièrement riche, qui mêle les compétences de l'État et des collectivités territoriales, la gouvernance et le financement des services d'incendie et de secours doivent être interrogés. De nouvelles sources de financement devront être identifiées et les répartitions actuelles reconsidérées, pour permettre aux SIS d'assurer dans de bonnes conditions l'augmentation permanente de la pression opérationnelle. Ce chantier à vocation globale et sans a priori abordera également le modèle économique des associations agréées de sécurité civile.



Inhérents aux missions de la sécurité civile, les moyens mis à sa disposition doivent permettre d'assurer les secours du quotidien, comme de l'exceptionnel, mais également les actions de résilience du territoire et de la population. Ce chantier vise également à examiner les moyens existants et réfléchir à leur adaptation à nos besoins futurs. Il s'agit aussi de s'interroger sur la mobilisation d'outils complémentaires au regard, notamment, des apports des nouvelles technologies auxquelles les services doivent impérativement avoir recours massivement, s'ils souhaitent maintenir un niveau de performance élevé. Le renforcement des moyens nationaux et de la réserve, l'acquisition ou la location d'un certain nombre de matériels spécifiques, le recours à l'intelligence artificielle seront également à prendre en considération.

❖ Chantier n° 3 ❖

Une population actrice de sa résilience, un citoyen acteur de la sécurité civile

Si la loi de 2004 a affirmé le principe selon lequel la sécurité civile est l'affaire de tous, le niveau de résilience attendu n'est pas encore atteint. L'ensemble de la population doit s'imprégner de la connaissance des risques, de leurs conséquences, des gestes et des conduites à adopter. La sécurité civile, par les valeurs d'engagement, de solidarité, d'attention à l'autre qu'elle véhicule, peut être encore davantage un vecteur de cohésion sociale, de citoyenneté et de mieux vivre ensemble. Au-delà des actions qui concourent d'ores et déjà à la diffusion d'une culture du risque au sein de notre société, ce chantier vise à penser le rôle du citoyen comme moteur de la sécurité civile et acteur de la résilience, aussi bien face aux événements du quotidien qu'aux épisodes exceptionnels.



❖ Chantier n° 4 ❖

Bénévoles, volontaires, professionnels: un modèle de sécurité civile attractif, valorisé et protecteur

Notre modèle de sécurité civile repose avant tout sur l'engagement de femmes et d'hommes au service des autres. Qu'il soit bénévole, volontaire, contractuel, militaire, ou professionnel, cet engagement doit être valorisé et source d'épanouissement. Il est également essentiel de protéger chacun d'entre eux, aussi bien en préservant sa santé qu'en garantissant sa sécurité. Ce chantier a pour ambition d'examiner les conditions d'évolution de l'ensemble des acteurs engagés dans une mission de sécurité civile. Il sera ainsi l'occasion de s'interroger sur les différents statuts. Il étudiera également les voies et moyens permettant de conforter le volontariat, dans toutes ses formes, comme composante essentielle du modèle français de sécurité civile.



❖ Chantier n° 5 ❖

Pilotage et animation du continuum de sécurité civile. La gestion des crises : une approche globale.

Parce que la manière la plus efficace d'intervenir face à un risque, c'est de le prévoir, de l'anticiper, de se préparer, l'action de la sécurité civile s'inscrit dans un véritable continuum qui va bien au-delà de la lutte contre les événements.

Ce chantier sera l'occasion de s'interroger sur la place de la sécurité civile dans l'écosystème des risques et de leur gestion, que ce soit au plan national, comme local. Il conviendra ainsi de réfléchir à la meilleure manière de fluidifier, mieux coordonner cette filière, qui comprend à la fois des ministères différents, des services et établissements publics variés, mais également des collectivités locales et de plus en plus d'acteurs du monde privé, autour du ministère de l'Intérieur comme des préfets. L'objectif de ce continuum est bien de mieux vivre avec les éléments parce que le territoire aura été aménagé, que les moyens de lutte auront été anticipés, que la population aura été préparée et que tout sera prêt pour faciliter au plus vite le jour d'après. Les acteurs de la sécurité civile sont un maillon indispensable de la gestion des crises et de la politique de sécurité nationale. Si l'échelon local montre toujours sa pertinence, la solidarité entre les collectivités, l'État et l'Europe, les besoins de coordination induits et l'animation des différents niveaux de décision amènent à s'interroger sur les circuits de préparation, d'anticipation et de gestion des crises. Multifactorielles, multimodales, plurielles et parfois simultanées, les crises sont nouvelles et notre réponse doit pouvoir appréhender l'ensemble des sujets dans leur ampleur. Ce chantier a pour but de s'interroger sur l'organisation de notre modèle de gestion de crise dans un objectif d'approche globale, permanente. Par ailleurs, une réflexion pourra être engagée sur la place de la gestion de crise au sein de chacune des politiques publiques.



2. Chantier transversal: enjeux de sécurité civile pour les territoires d'outre-mer

Compte-tenu de la particularité de leurs enjeux, des ateliers transversaux et globaux seront dédiés aux territoires ultra-marins. Ces ateliers seront l'occasion d'aborder l'ensemble des thématiques majeures (missions, gouvernance, financement, moyens, résilience...) tout en tenant compte des spécificités territoriales. Les travaux auront lieu directement au cœur des territoires concernés, au sein de la zone Antilles-Guyane d'une part, et de la zone Océan indien (La Réunion et Mayotte) d'autre part.

3. Rencontres « métiers » : au plus près des enjeux

Gérald DARMANIN, ministre de l'Intérieur et des Outre-mer, et Dominique FAURE, ministre déléguée chargée des Collectivités territoriales et de la Ruralité, réaliseront plusieurs déplacements sur l'ensemble du territoire, à la rencontre des acteurs de la sécurité civile.

En parallèle, des travaux spécifiques seront conduits avec les représentants nationaux de l'ensemble des filières. Ces rendez-vous seront organisés au cœur même des sites qui accueillent les services, sous la forme de conférences / grands débats : centre de secours, base de la sécurité civile, centre de déminage, école nationale supérieure des officiers de sapeurs-pompiers, unité militaire de sécurité civile. Une table ronde réunira les acteurs engagés au sein des associations agréées de sécurité civile.

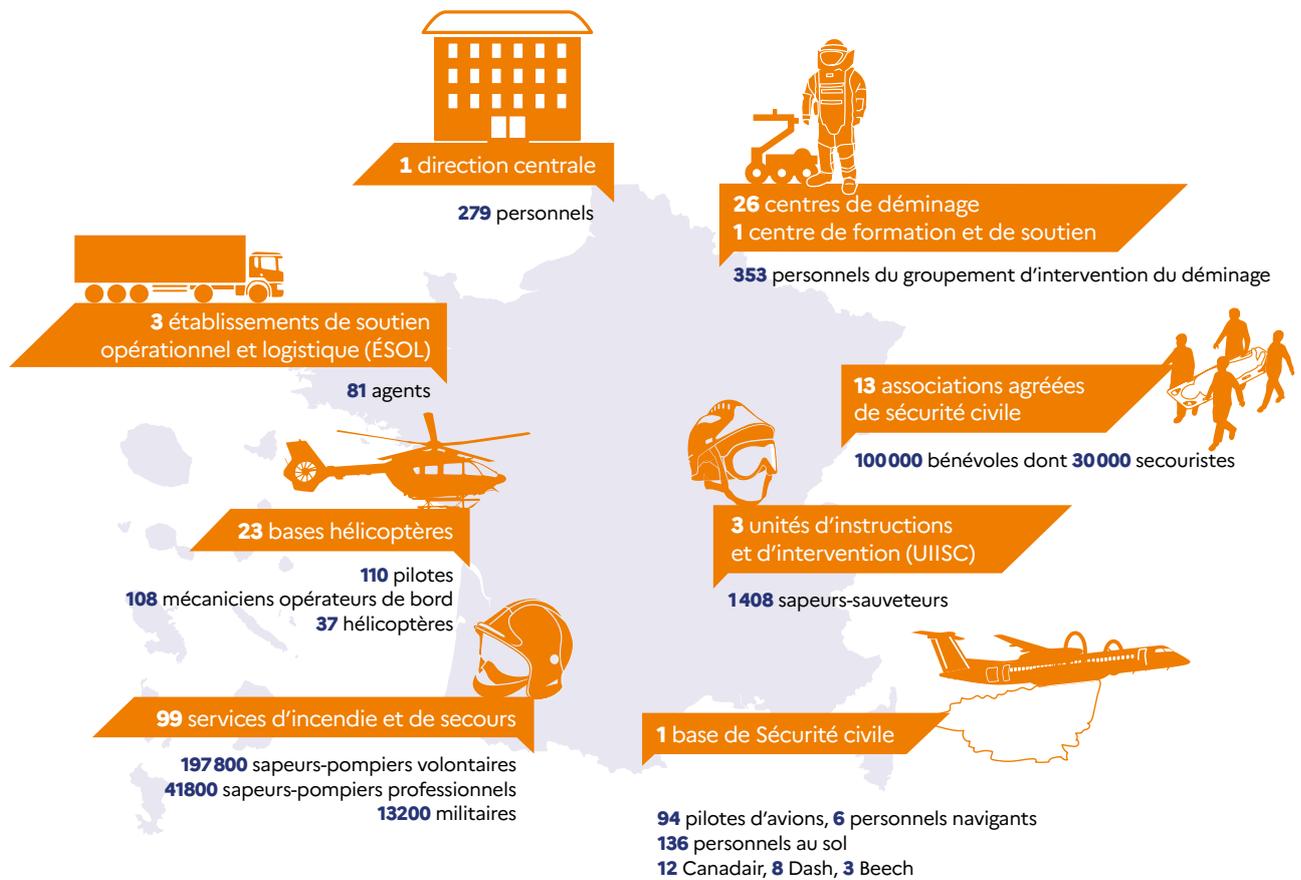


4. Concertation nationale: mise en ligne d'une grande enquête

Accessible à distance, une grande enquête sera lancée afin de recueillir les avis et les propositions de l'ensemble des acteurs. Les contributions seront collectées, étudiées et intégrées aux conclusions du **Beauvau de la sécurité civile**.

Grâce à cette enquête, toute la communauté de la sécurité civile et plus généralement tous ceux qui le souhaiteront, pourront ainsi contribuer activement à cette grande concertation.





Place Beauvau
75800 PARIS CEDEX 08

Crédits photos:

Ministère de l'Intérieur/E.DELELIS, ministère de l'Intérieur/F.PELLIER, Ministère de l'Intérieur et des Outre-mer/M.CAPBERN, Ministère de l'Intérieur/D.MENDIBOURE, Ministère de l'Intérieur et des Outre-mer/F. BALSAMO, Ministère de l'Intérieur et des Outre-mer/F. BRANCHOUX, Ministère de l'Intérieur/DGSCGC, Bastien Guerche/Sécurité civile, Aurélien Dheilly/SDIS 60, Charles Marion, SDIS 33